



Les corbeaux de la vieille ville

C'est arrivé au coin de la rue...

Voilà le tableau. Deux personnes portent plainte anonymement contre la dame du coin de la rue qui est là depuis 30 ans.

Pourquoi plus maintenant qu'avant ? Mystère... Le fait est que les flics se déplacent pour aller voir la dame et la prennent en photo en train de lire assise devant chez elle. Sûrement que dans leur logique, ça constitue une preuve de racolage...

Toujours est-il que la dame reçoit ensuite une convocation au tribunal pour le 6 septembre 2012. Elle est accusée de racolage passif, passible de deux ans d'emprisonnement et 3750 euros d'amende.

Le commentaire de la dame à propos de cette initiative nauséabonde ? « C'est dégueulasse, point ». Pas besoin de plus de précisions, on est d'accord là-dessus.

Par ailleurs, la question n'est pas de savoir si elle est coupable ou pas de ce dont on l'accuse, et encore moins de poser la question « pour ou contre la prostitution ? ». La question qui se pose serait plutôt « pour ou contre la délation, c'est-à-dire les dénonciations ? ».

Cette question commence à devenir lancinante à Nancy puisque la plainte contre la dame du coin de la rue rappelle la pétition des riverains du Pôle d'Accueil d'Urgence qui se plaignaient des familles de sans-papiers dormant dehors devant la porte close du PAU.

Cette pétition avait conduit Rossinot, nos lecteurs assidus* se le rappellent, à faire mettre à cet endroit précis des arceaux pour garer les vélos. Problème résolu, circulez, il n'y a plus rien à voir. Cela ressemblerait presque à une politique municipale de « nettoyage » du centre-ville, pour cacher la misère avec l'appui de certains résidents.



Pour réagir à cette plainte anonyme, une pétition en faveur de la dame du coin de la rue a été mise en place, avec un nombre croissant de personnes qui la soutiennent (sans mauvais jeu de mot). Cette pétition circule et va permettre à la dame de montrer au tribunal qu'un nombre important de personnes témoignent de leur solidarité avec elle.

* RésisteR! #5

Pélagie



Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,50 €

le changement c'est maintenant(*)

INTEMPOREL
PAGE 3

NORMALITUDE
PAGE 7

CAPITALISM
PAGE 10

(*) : Nous sommes joyeux et enthousiastes.
RésisteR! vous offre un poster en dernière page. Emportez le sous votre tente cet été!

De la bidouille à l'auto-fabrication

Les projets de réappropriation de toutes sortes de production ne manquent pas. L'association Nancy Bidouille (NYBI.CC) s'inscrit dans ce sens. Tom, un des fondateurs, précise les grandes lignes du projet que l'association met en place.

NYBI.CC  **Makerspace Nancy**
Nancy Bidouille Création Construction // www.nybi.cc

R! Quand est née l'association et qui êtes-vous ?

Tom. Nous l'avons créée en mai 2011. Après des travaux tout l'été pour organiser le local, nous fonctionnons vraiment depuis le septembre 2011. Une vingtaine d'adhérents la compose aujourd'hui. Nous sommes plutôt des individus technophiles. Les aspects techniques, technologiques et informatiques (matériel et logiciel) nous passionnent. Actuellement, le démarrage du projet s'accommode bien de cela. Mais à court terme, c'est à un public plus large que nous souhaitons donner la possibilité de participer à l'expérience. Les outils évoluent très vite et leur prise en main par des personnes qui n'auraient pas envie de se prendre la tête avec des questions trop techniques devient possible.

R! Donc, que faites vous à NYBI.CC ?

Tom. En fait nous sommes un Makerspace. C'est-à-dire un espace de fabrication. Il en existe de plus en plus en Europe et ailleurs. Souvent nés d'initiatives individuelles, on retrouve aussi des appellations différentes. Hackerspace, le mot « hacker » étant trop connoté en France, ou Fablab, ceux-ci étant parfois liés au monde universitaire ou industriel, nous préférons le terme de Makerspace. Cela correspond mieux à l'idée que nous avons du projet.

L'objectif de l'association n'est pas de produire des objets, mais de mutualiser des moyens de production et des

compétences. Le but premier de l'asso n'est pas d'être prestataire de service pour des tiers...

Il s'agit pour l'instant d'objets simples la plupart en plastique (recyclable ou à base de polymères bio). Grâce à des modélisations 3D placées sous licence libre et à une « imprimante 3D », nous sommes en mesure de produire des objets basiques (boîtes, cylindres...). la Reprap (le type d'imprimante 3D du local) a été conçue dès le début comme une machine auto-répliquante – c'est une propriété fondamentale du projet Reprap qui favorise la propagation et l'évolution de la machine.

Tout cela étant piloté par des logiciels sous licence libre.

R! Pourquoi choisir de produire à partir de plans placés sous licence libre avec des logiciels libres ?

Tom. Parce qu'il y a une cohérence entre les valeurs du logiciel libre et ce projet. Un des aspects est la mise en commun d'outil de production à échelle locale. C'est de l'auto production. Du moins de l'auto fabrication. Il s'agit de partage, de mise en commun des compétences et de matériels de production. Lorsqu'on produit un objet pour soi-même ou en commun, c'est dès la conception que les objectifs vont être différents de ceux de l'industrie centralisée et massive. Plus question de brevets et de protection. C'est une conception participative. On commence à parler d'Open design. On va dès le début penser que cet objet doit être facilement réparable par exemple. Il n'est plus question d'organiser l'obsolescence des équipements dans le but d'une consommation sans fin. On va penser à son recyclage. Mais à un recyclage facilement mis en œuvre par nous-mêmes. Il s'agit d'un circuit court de production et de recyclage des objets. Il existe des projets afin que certaines machines, comme celle que nous utilisons aujourd'hui, soient capables de produire à partir de plastique recyclable. Les bouteilles plastiques, par exemple, pourraient rapidement être réutilisées dans ce circuit. Cela à une échelle sinon individuelle du moins à celle d'un groupe ayant un besoin commun. Il n'est plus indispensable de posséder des connaissances très fortes en technologie pour participer à cette production. C'est une technologie émancipatrice car elle permet à chacun de participer à la création des biens dont il a besoin autrement qu'en subissant les stratégies de l'industrie centralisée et capitaliste.

Le fonctionnement du groupe qui constitue l'association est d'ailleurs du même type. Nous avons un fonctionnement collégial. Les décisions sont prises avec un consensus « mou ». C'est-à-dire « le consensus des avis exprimés », dans le sens où on n'a pas mis en place de système de commissions. Tout le monde a le droit de s'exprimer sur un projet, mais on invite les gens à ne pas le faire s'ils n'ont rien à apporter d'autre que leur avis.

L'idée c'est : « Si tu participes au projet à quelque niveau que ce soit, ton avis sera dans le consensus. Si tu ne souhaites pas participer, il n'est peut-être pas utile de donner un avis ». C'est ce type de consensus qui nous permet d'avancer concrètement et dans le respect des idées.

Interview réalisée par Jihel

R

NYBI.CC est un espace de création et de fabrication à Nancy. NYBI.CC vise le partage des connaissances et la mutualisation des moyens de production : au local, chacun est libre d'utiliser les machines pour expérimenter, apprendre, fabriquer. L'association est ouverte à tous, rejoignez-nous.
IN BIDOUILLE WE TRUST !

Ouverture au public les Mercredis de 20h à 21h à notre local.
9 Rue d'Alsace - 54140 Jarville-la-Malgrange

Ethique électrique

Christiane habite dans un immeuble du quartier Médreville à Nancy. Le 22 mai dernier, un torrent d'eau et de boue noya en quelques minutes le rez-de-chaussée. Les boîtes aux lettres immergées, le courrier des résidents fut inutilisable.

Absente depuis plusieurs jours, Christiane constate les dégâts et s'empresse de prendre contact avec EDF, par peur de se voir également couper l'électricité. Elle demande à recevoir un duplicata de sa facture (coût : 5,98 euros).

L'agent compatit à l'infortune de Christiane. Charmant et solidaire, il lui assure l'envoi immédiat du duplicata et lui propose un délai de paiement pour la rassurer.

Christiane reçoit le duplicata. Soulagée, elle est dans les temps pour acquitter sa facture.

Eccœurée, un deuxième courrier l'informe que sa demande de délai de paiement a été prise en compte... facturée 17,40 euros !

Si EDF se veut en phase avec la valeur « solidarité » (comme toutes les communications d'entreprise le revendiquent) celle-ci est court-circuitée par la valeur « performance ». Si l'agent commercial n'a aucune liberté, il a par contre un impératif de performance avec des objectifs précis comme celui de placer des « délais de paiement ». L'éthique électrique c'est du toc !

Léon De Ryel



"NOTRE DÉMARCHE ÉTHIQUE À EDF GROUPE

Dès les années 2000, il nous est apparu nécessaire de formuler l'éthique et les valeurs qui guident notre action et nos relations avec nos parties prenantes.

Les 5 valeurs qui animent notre démarche :

- le respect de chaque personne,
- la responsabilité environnementale,
- **la recherche de la performance,**
- **l'engagement de solidarité,**
- l'exigence d'intégrité.

Les sociétés du Groupe travaillent actuellement à l'élaboration d'un référentiel qui sera traduit par une politique éthique commune."

Site Web EDF Groupe

Intemporel

« Et toi, tu as une idée de comment on pourrait changer les choses ? » La question m'apparaissait incongrue. Elle l'avait pourtant prononcée avec une certaine assurance puis devant ma perplexité avait semblé la retirer, sans mot dire. Elle faisait partie de ces personnes dotée d'un charme qui allait peu à peu tomber en désuétude, alliant une intelligence et une culture acquises au cours d'études que l'on imagine supérieures à une gouaille affirmant son origine populaire. La mise à sac de l'école et de l'université en aurait bientôt raison.

J'étais descendu ce soir là dans l'un des cafés où il m'arrivait de rejoindre quelques amis. J'avais alors l'assurance de les y retrouver, ceux-ci s'étant donné rendez-vous à l'occasion des résultats du second tour de l'élection présidentielle. Chacun semblait y trouver un intérêt. Tous avaient pris part au vote. Je n'en comprenais pas bien l'enjeu. Cela faisait des décennies que la politique n'était plus déterminée par le résultat des scrutins. La construction européenne et ses divers traités les avaient rendus caducs. Les partis politiques en

passé de remporter les élections avaient d'ailleurs fini par adopter des points de vue si proches qu'il devenait de plus en plus difficile de les distinguer.

Cette année-là précisément, certains de mes proches avaient pris part à la campagne avec engouement. Ils pensaient y trouver une tribune leur permettant de faire entendre leur voix. Je n'y avais vu pour ma part qu'un tribun, certes talentueux, maniant avec brio une rhétorique de prédicateur qui rendait inaudible toute autre voix. Ils l'avaient pourtant suivi, se rassemblant autour de lui par milliers. Et ils se retrouvaient ce soir-là devant le téléviseur du bistrot.

« Et toi, tu as une idée de comment on pourrait changer les choses ? » A l'évidence ce n'était pas la question qui était incongrue. Elle existait en chacun de nous et nous tentions quotidiennement d'y apporter une réponse. Les résultats sont apparus. Ils se sont réjouis d'une défaite. Je suis rentré chez moi, sans même avoir pris le temps d'une réponse.

jencri



À qui profite ton capital santé ?

« La morphine a été inventée pour permettre aux médecins de dormir tranquille »,

Mon père avait raison, Sacha Guitry, 1919

En Meurthe-et-Moselle, sous les meilleurs auspices bienveillants de Stan, près de 13 000 professionnels de santé prennent soin quotidiennement de notre survie, dont beaucoup de généralistes dédésistés convaincus. Une bonne couverture écoscopique départementale, en somme. Un beau miroir de nos angoisses mises à nu, en fait. La dialectique entre « être regardé » et « regarder » de Lacan prend tout son sens dans le besoin d'être rassuré, conforté dans nos peurs les plus profondes et les plus absurdes face au Réel de l'existence. Une couverture qui finit inexorablement par se faire linceul au sein d'un imaginaire entretenu comme un jardin suisse. Mais pas d'inquiétude... La plupart des adeptes de l'Ordre Vichyste des Médecins prennent soin de toi, preuve en est que depuis le 1er janvier 2012, ils peuvent s'enorgueillir d'une prime à la performance si tant est qu'ils transmettent la bonne information, la bonne prévention, la bonne prescription... De celles qui rassurent les industries pharmaceutiques.

Alors, cher Jules Romains, chapeau bas à ton œuvre visionnaire commise il y a quelque 89 ans, ta célèbre pièce de théâtre « Knock ou le Triomphe de la médecine » dont nous avons en tête cette belle phrase : « *Les bien portants sont des malades qui s'ignorent, et la santé est un état précaire qui ne présage rien de bon* ».

La clientèle dont Knock va hériter de son confrère le Dr Parpalaid semble trop bien portante, ce qui ne présage rien de bon pour ses futures finances... La solution : rendre les gens malades. Logique. Et il y réussit fort bien : l'hôtel du village se transforme en clinique dont on vient des

quatre coins du canton pour suivre les traitements de longue durée prescrits par Knock. Il arrive même à faire douter son confrère, mari d'avoir quitté son ancien poste, de sa propre santé... La santé est dangereuse, c'est « *une dictature étouffante et absurde. Les patients sont des gens qu'il ne faut à aucun prix guérir. Le rôle du médecin est au contraire de choisir le trouble, la maladie qui leur convient le mieux et qui, si possible, les accompagnera fidèlement jusqu'à la mort* ». On n'est qu'en 1923... What's Up Dr Knock au XXI^e siècle ? Rien... à ceci près que les médecins (pas tous) ne sont que le maillon d'une vaste machine à fabriquer (engranger) du capital. Comme dans tous les domaines, celui de la santé, pardon le terme plus approprié serait celui de la « maladie », faut que l'argent rentre ! Mieux : faut que ça rapporte ! Selon une étude du Centre de recherche, d'étude et de documentation en économie de santé (maladie), les activités de santé (toujours la maladie) serait une branche économique « *comme les autres* ». Pourquoi ? C'est simple : les dépenses de santé sont comptabilisées dans le PIB (elles représentent en France 11% de ce dernier, chiffre bien supérieur aux autres pays européens). Ainsi, aussi sûr que deux et deux font quatre, selon une logique comptable implacable, plus nous sommes malades et plus le PIB augmente. CQFD.

Ne nous soucions donc pas de notre PIB côté dépenses de santé, nous resterons dans le top 10 des pays les plus riches du monde... Jugez donc : nous avons une belle grande médecine moderne que l'on nous dit des plus performantes, que l'on nous envierait, allant de triomphe en triomphe, mais... nous sommes de plus en plus malades, dopés aux antidépresseurs, anxiolytiques, psychotropes, anti-migraineux, hypertenseurs, antibiotiques, tués par les maladies nosocomiales, intoxiqués aux médicaments (le rapport Queneau* évalue de 4 à 15% les hospitalisations imputables à une pathologie iatrogène, et les décès



Hippocrate refusant les présents d'Artaxerxès

annuels liés à ces pathologies à 20 000), sur-dépistés et sur-diagnostiqués cancéreux... Et que dire de ces spectaculaires et effarantes flambées de maladies mentales : + 210%... et de maladies endocriniennes : + 960% !



Une liste à couper le souffle qui pourrait s'écrire à la Prévert ! Serait-ce à dire que tous les acteurs de la santé : médecins et autres spécialistes, autorités sanitaires, « grands » laboratoires qui font de « grandes » recherches pour nous préserver ou nous guérir de « grandes » maladies, nous veulent du mal ? Ce n'est pas tout à fait ça. Le problème, le nerf de la guerre dans cette histoire, c'est toujours le même : l'argent.

Le Pr Didier Sicard, ancien chef de service à l'hôpital Cochin, ancien président du Comité consultatif national d'éthique, CCNE, jusqu'en 2008, et aujourd'hui président du comité d'experts de l'Institut des données de santé, doit avoir bien du mal à coudoyer les marabouts épinglés de l'Ordre après avoir fait écho à Jules Romains en dénonçant que « s'il n'y avait que de vrais malades à soigner, la médecine serait en situation économique difficile. Il faut donc convaincre l'ensemble de la population qu'elle est potentiellement malade et vendre des médicaments à ceux qui n'en ont pas besoin ». Une aubaine dont les grandes firmes pharmaceutiques savent très bien tirer profit.

Dans cette histoire, on retrouve des conflits d'intérêts à tous les niveaux. L'affaire du Mediator en a été une bien triste illustration. Depuis, nos autorités sanitaires (ANSM, Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, ex-Afssaps, HAS, Haute Autorité de la Santé...) se veulent rassurantes, transparentes, nettoyées des « agents troubles » (des espions jouant sur les deux tableaux du public et du privé : l'industrie du médicament). La nouvelle loi sur le médicament, celle de décembre 2011, tape « officiellement » sur les visiteurs médicaux, vous savez ceux dont il est possible de relever la trace de leur passage chez votre médecin traitant d'un simple coup d'œil (cela va du stylo publicitaire et de la toise au nom de Sanofi à la photo souvenir d'un colloque où soleil et cholestérol ont fait bon ménage le temps d'un week-end « laborieux »).

Et oui. L'on souhaite désormais une formation des médecins indépendante et un financement de l'ANSM plus transparent, diaphane. Sommes-nous pour autant sortis de l'auberge des vices financiers ? Certainement pas.

Il faut certainement s'inquiéter tout d'abord du nouveau mode de rémunération des médecins généralistes (étendu depuis peu aux pharmaciens, cardiologues, les autres spécialités suivront...) : le P4P, paiement à la performance. Une rémunération, une prime sur objectifs, fixés par l'Assurance

maladie (dépistage des cancers, vaccination anti-grippale, prévention du diabète de type 2 et de l'hypertension...), pouvant atteindre en fin d'année la jolie petite somme de 9100 euros. Ça sent le conflit d'intérêts à plein nez.

97% des médecins y auraient adhéré de leur plein gré. Faux, hurle le mouvement du refus du P4P, initié par un groupe de médecins bretons, issus de la Coordination 29, et une pétition (<http://www.petitionenligne.fr/petition/refus-du-paiement-a-la-performance-p4p/1911>). Selon eux, ils sont certainement plus de 3% (en êtes-vous, médecins lorrains ?) à « *refuser de recevoir une prime à l'assurance maladie pour prescrire ou ne pas prescrire certains vaccins, médicaments ou examens* ». Sur une affiche qu'ils ont décidé d'apposer dans leur cabinet à destination de leurs patients, ils continuent par leur refus « *de pratiquer la médecine avec un dictionnaire de recettes normalisées, parfois élaborées sous influence commerciale et souvent inadaptées aux patients atypiques* ». Le refus aussi « *d'être commissionné en proportion de mon adhésion aux injonctions de la caisse nationale d'assurance maladie, qui est un acteur financier et non scientifique* ».

Et le meilleur pour la fin : « *je continuerai donc à me protéger, à vous protéger des influences qui sortent de ce champ éthique, qu'elles proviennent de l'industrie pharmaceutique, de l'assurance maladie, des assureurs privés, ou de tout autre acteur dont les intérêts ne sont pas les vôtres* ». Soutenons ces vrais « assermentés » qui, comme Hippocrate refusant les présents du roi des Perses Artaxerxès, savent faire fronde aux hypocrites du tout financiarisation. Et cela commence avec vous tous, amis RésistantS : avant toute prescription, n'hésitez pas à demander à votre médecin s'il a collaboré ou non à la prime à la performance...!

Myriam et Jean-Luc Marino



Enquêtes de Santé

<http://www.enquetesdesante.com>

* Rapport de mission sur la iatrogénie médicamenteuse et sa prévention, Patrice Queneau, 2001

« Je suis d'avis de m'en tenir, toute ma vie, à la médecine. Je trouve que c'est le métier le meilleur de tous ; car soit qu'on fasse bien, soit qu'on fasse mal, on est toujours payé de la même sorte. La méchante besogne ne retombe jamais sur notre dos ; et nous taillons comme il nous plaît dans l'étoffe où nous travaillons. Les bévues ne sont point pour nous ; et c'est toujours la faute de celui qui meurt. Enfin le bon de cette profession est qu'il y a parmi les morts une honnêteté, une discrétion la plus grande du monde ; et jamais on n'en vit se plaindre du médecin qui l'a tué »,

Le médecin malgré lui, Molière.

FRONT REPUBLICAIN

contre le service public

et les fonctionnaires.

Jeudi 14 juin entre 8h00 et 9h00 devant le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale à Villers-lès-Nancy : une bonne centaine de manifestants, peut-être plus, je n'ai pas compté.

Le Centre de gestion est un organisme qui arrive en soutien des collectivités territoriales pour leur recrutement, les organisations de concours, etc. Et accessoirement, depuis qu'il est possible de se débarrasser des fonctionnaires sans cotiser à l'UNEDIC, il fait office d'ANPE, pardon de Pôle emploi. Mais avant d'en arriver là, il nous faut faire un retour en arrière.

2010: la Mairie de Nancy en la personne de feu ROSSO-DEBORD, décide du jour au lendemain de dénoncer la convention qui la lie au Conseil général pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA. La convention existait depuis la création du RMI dans les années 80. Du jour au lendemain on dit aux bénéficiaires du RSA et aux travailleurs sociaux chargés de leur accompagnement d'aller se faire voir ailleurs.

Alors que la logique aurait voulu qu'il reprenne ces travailleurs sociaux en son sein pour poursuivre leur mission, le Conseil général, en la personne du bien-vivant DINET, a fait le choix de refuser de les reprendre, pour créer quelques mois après une équipe effectuant une mission similaire, mais avec des personnels non-titulaires, en clair en contrat précaire avec des rémunérations de merde.

Du coup, une bonne partie des travailleurs sociaux de l'équipe d'insertion du CCAS se retrouve au Centre de gestion comme on se retrouve à Pôle emploi. Et bizarrement, on leur intime l'ordre de postuler sur les offres de postes qu'on leur communique partout en France, en prenant soin de ne pas communiquer les plus locales.

Jeudi, nous entendions parler surtout de Anne, au travers de la parole du syndicat, mais aussi de son mari. On se disait juste qu'elle avait eu le tort de représenter les personnels de la Ville de Nancy et que dans la Fonction publique territoriale, ce n'était pas une fonction protégée. On voyait aussi comment elle se retrouvait obligée de postuler de l'autre côté de la France sans tenir compte de son mari et de ses deux enfants qui ont leur vie ici. On voyait aussi comment on lui avait refusé d'être accompagnée dans ses démarches, comment on pouvait la garder jusqu'à trois heures en entretien pour lui prouver que si elle était dans cette situation, c'était bien sûr de sa faute, même si elle avait toujours jusque-là fait son boulot consciencieusement.

Anne ne pouvait être parmi nous tant cela lui aurait été douloureux. Mais elle doit être sacrément courageuse. Elle a engagé une action devant le Tribunal Administratif et s'apprête à en engager une au Pénal. Son avocate n'a pas manqué de nous dire qu'il faudrait être présent, que la démarche devant un tribunal ne remplaçait pas non plus le rapport de forces. Alors il nous faudra être là le moment venu.

Joli travail de coordination n'est-il pas ?

Jencri



Normalitude

Ne boudons pas notre plaisir d'avoir vu dégager la bande des affreux, Sarkozy, Guéant, Morano et autre Besson. Rien n'est réglé sur le fond puisque le cloaque de la droite extrémisée va peut-être se recomposer avec l'extrême droite assumée pour revenir aux affaires d'ici quelques années. Mais dans l'immédiat, bon débarras !

Aujourd'hui Hollande et son équipe sont vantés pour leur côté « normal ». Ce n'est pas trop difficile après le quinquennat bling-bling fascisant de Sarkozy et ses amis. Reste que le retour à la normale comme politique du « changement », c'est un peu court.

Le nouveau gouvernement a annoncé quelques mesures symboliques et importantes : l'abrogation de la loi Mercier (été 2011) qui mettait en place les tribunaux correctionnels pour mineurs, misant sur le tout répressif contre les réponses éducatives ; l'abrogation de la circulaire Guéant (mai 2011) qui obligeait les étudiants étrangers à repartir dans leur pays dès leurs études terminées. Il y a aussi la diminution du salaire des ministres, le blocage momentané du prix de l'essence, celui des loyers, l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire et la retraite à 60 ans (mais dans certaines conditions manifestement très restrictives).

Tout ça, c'est bien, mais cela reste cosmétique. Les engagements de Hollande à l'égard de la population paraissent d'autant plus limités quand on sait qu'il s'est précipité pour donner des gages aux représentants de la classe dirigeante : rencontre avec Merckel, le G8 puis l'OTAN. Les salariés menacés de Fralib, Petroplus, Arcelor-Mittal... peuvent attendre, les chômeurs aussi. Et après cinq années de saignée des services publics, les écoles et les hôpitaux qui sont en manque criant de personnels et de moyens peuvent également attendre.

Et ils risquent d'attendre longtemps : un rapport de l'Inspection générale des finances rendu public par Les Echos du 4 juin explique qu'il va falloir économiser 5 milliards par an, et que cela devra se faire par la baisse du nombre de fonctionnaires, le gel de leur salaire, le gel des pensions, etc. Tout ça pour quoi ? Pour rééquilibrer le budget, parce que vous comprenez, il faut quand même que l'Etat continue à rembourser la dette auprès des banques. Hollande qui va très vite devoir assumer les conséquences de ses choix : la gestion loyale du capitalisme, c'est prendre au plus grand nombre pour préserver le système et la domination d'une couche de grands patrons et de banquiers.

Tout cela nous fait dire que *RésisteR!* n'est pas prêt de se transformer en *Collaborer!* On connaît assez la gauche de gouvernement, son libéralisme teinté de social, sa connivence avec la classe dirigeante et son sens des responsabilités à l'égard du capitalisme pour ne pas jouer les naïfs. Alors plutôt que de se réjouir de la normalité des nouveaux ministres, commençons à préparer les mobilisations et les manifs de la rentrée. C'est par la rue qu'on obtiendra ce qu'on n'aura nulle part ailleurs !



Le marché aux esclaves est déchaîné

Pour parler d'emploi, Roger Gicquel aurait pu commencer ainsi : « La France au bout du rouleau ! » Le boulot manque mais il est fait injonction aux chômeurs d'en trouver un. Comme si ça n'était pas leur vœu le plus cher...

Dans le contexte actuel, la loi de l'offre et de la demande favorise nettement les employeurs qui, tout en imposant leurs conditions léonines, passent presque pour des bienfaiteurs de l'humanité. Ben voyons. De son côté, Pôle emploi déploie un luxe d'efforts pour remédier au désastre des chiffres annoncés tous les mois, avec des trémolos dans la voix, par un ministre du Travail qui devra bientôt changer de nom (il n'est pas encore au courant).

Qualités requises : faire preuve de leadership, être mobile, avoir un bon relationnel, savoir compter, être dynamique, disposer d'un véhicule de préférence.

Qu'ils en soient tous remerciés vigoureusement. Avec un grand coup de pompe dans le train.

Ne sautez pas par la fenêtre, cul par-dessus tête, et rassurez-vous, braves gens, il y en a que la crise n'effraie pas, des secteurs qui recrutent, encore. Un de mes amis, X., s'est vu proposer l'offre d'emploi n° 809470L et un rendez-vous : la société RGIS-JOB, qui se présente comme la « spécialiste mondiale en inventaires de stocks auprès des grands noms de la distribution », recherchait des assistants chefs d'équipe en inventaire pour encadrer des inventoristes. Ça ne s'invente pas : les groupes de la grande distribution sous-traitent les opérations d'inventaire de fin de saison. C'est chiant à faire, on se trompe sans arrêt et il faut tout recommencer... Si « vous n'aimez pas la routine ou le travail de bureau », qu'ils disaient, vous allez être servis. Qualités « idéalement » requises : faire preuve de leadership, être mobile, avoir un bon relationnel (c'est important pour quantifier les boîtes de petits pois), savoir compter (l'offre ne précisait pas jusqu'à combien), être dynamique (les mous du genou, s'abstenir, même pour cirer les pompes au pied des gondoles !), disposer d'un véhicule de préférence. Il s'agissait d'un CDD, du 23 mai au 3 juillet 2012, avec reprise possible dès le 11 septembre – car chez RGIS, pas question de payer les gens qui se prélassent en vacances à ne rien foutre –, à temps partiel (26 h/semaine), le soir et la nuit, prévenu le jour pour le lendemain, dans un rayon d'action allant

de Sedan à Pontarlier, le trajet entre domicile et turbin n'étant pas compris dans le temps de travail et les frais afférents remboursés seulement au-delà de cinquante kilomètres parcourus... Le tout pour 1 114 € brut/mois, après rabais, remises et ristournes. Emballé c'est pesé, voilà ma p'tite dame. Et avec ça ?

X., qui est un garçon très respectueux des consignes s'est rendu à cette généreuse invitation. Comment refuser ? Et, me direz-vous, pourquoi donc ? Lors de la réunion d'« information », qui servait surtout à opérer une présélection parmi la centaine de personnes présentes, pour cinq postes à pourvoir, il a vite compris que son CV était un handicap et qu'il valait mieux faire partie de la catégorie « ne pose pas trop de questions », « élève sage, poli, attentif, discipliné et propre sur lui ». La managuse qui menait les opérations de tri était sans doute passée par là. Rabrouant les uns, faisant comprendre aux suivants qu'ils ne feraient pas l'affaire, elle mit un point d'honneur à faire subir à d'autres les humiliations vécues par elle, vivaces malgré sa promotion rapide chez RGIS.

Les responsables des ressources inhumaines devraient savoir que les gens n'ont plus d'argent et que c'est précisément pour ça qu'ils font la queue devant les caisses des supermarchés.

Piéro

R



Promo : je vous conseille particulièrement de lire la page « Nos valeurs » sur le site de l'entreprise RGIS-JOB : <<http://www.rgis-job.fr/decouvrir-rgis-nos-valeurs.php>>

REVENU UNIVERSEL

Tout le monde fait société !

Dans le système capitaliste, la notion d'emploi est liée à un salaire : pour avoir un salaire, une personne doit avoir un emploi. Pourtant, personne n'est dupe, même en partageant le temps de travail, on ne réussira jamais à avoir le plein emploi, c'est à dire un travail salarié pour 100% de la population.

Remettre en cause l'actuelle répartition des richesses et donc de l'ensemble des revenus.

Alors, quid de toutes les personnes qui sont « utiles à la société » tels que les mères ou pères au foyer, quid de ceux qui ne pourront jamais travailler parce qu'ils n'en ont pas la faculté, quid de tous ceux qui, chômeurs ou retraités, participent à la vie de la cité et, ainsi, « font société » ?

Si on essaie de résumer en une phrase, « nous

devons militer pour le partage du travail contraint et pour un revenu universel inconditionnel, donnant ainsi une juste valeur aux autres activités humaines ».

Dans une société solidaire, on peut, certes, espérer moraliser le capitalisme mais plus sérieusement, on doit viser l'émancipation sociale, c'est à dire la possibilité pour tous de vivre correctement, quelle que soit sa situation sociale. Chacun, à son niveau, doit contribuer au bien-être collectif.

Mais on lit parfois que tout individu devrait avoir droit à un travail... alors, qu'est ce à dire ? C'est le droit d'avoir un patron ? D'être obligé de travailler pour pouvoir vivre ? D'avoir le droit de souffrir au travail, physiquement autant que psychologiquement ?

Non, nous devons opposer le « droit universel à un revenu » à ce « droit au travail » et remettre en cause l'actuelle répartition des richesses et donc de l'ensemble des revenus. Il faut partager !

Ce revenu permettra à chacun de manger, de se loger, de se vêtir. Il sera accompagné de la (re) mise en place des services au public gratuits que sont l'accès au soin, à l'éducation, aux transports collectifs. Ce n'est pas d'augmenter le pouvoir d'achat dont nous avons besoin mais d'améliorer nos conditions de vie !

Dans le même temps, nous devons en finir avec l'exploitation et la domination imposées par le système actuel, ce qui suppose de s'attaquer à la propriété des moyens de production et de développer les coopératives ouvrières mais aussi celles associant les utilisateurs. (SCIC). Il ne faut pas dénigrer la qualité et le savoir faire de celles et ceux qui font la richesse mais nous devons reconnaître tous ceux qui font cette richesse. Salariés ou pas, en harmonie !

Se pose inmanquablement la question du montant de ce revenu universel et la façon de la financer. On évoque en général un montant mensuel de 900€ ; pour tous ... salariés ou non. Comprendons bien : toutes les personnes perçoivent ce montant.

Ainsi ceux qui paient des impôts en paieront davantage et ces impôts supplémentaires permettront, en partie, de verser le revenu à ceux qui sont en bas de l'échelle. Le solde sera équilibré par le développement de la « consommation » de tous. Il est convenu que lorsque les pauvres touchent un peu plus d'argent, ils le dépensent pour améliorer leur quotidien !

Péhachelle

R



CRACK CAPITALISM

Crack Capitalism
33 thèses contre le capital
(Editions Libertalia, mai 2012, 20€)

choisissons de ne pas le fabriquer. Notre lutte consiste à ouvrir chaque instant et à le remplir d'une activité qui ne contribue pas à la reproduction du capital. » Et

Crack Capitalism : le titre pourrait à lui seul constituer un beau programme... mais son auteur veut révolutionnaires passées : « Si la révolution est la tout sauf écrire un programme. Plutôt que de proposer *révolte du faire contre le travail*, alors le problème une stratégie révolutionnaire pour un avenir plus ou moins indéterminé, il veut contribuer à la rupture ici et maintenant en nous faisant prendre conscience des nombreuses brèches déjà là dans le système. Au travail soumis et allié au capital il oppose le faire, nos pratiques insoumises, la création humaine qui



masses, mais de développer la sensibilité à reconnaître les révoltes qui existent partout, de trouver les moyens d'être en contact avec elles, de résonner avec elles, de les dégager, de participer au dégel et à la confluence de ce qui est gelé. Notre force réside dans notre caractère ordinaire. (...) La meilleure défense (que

« fait pression contre la création du capital et pousse à nous soyons un groupe de guérilla ou un centre social la création d'une société différente ». Car Holloway ne tombe pas dans la contemplation des brèches voisines : ce n'est pas seulement une tactique existantes, ni dans la perspective de construire des intelligente, car la résonance mutuelle des rébellions contrepouvoirs. « Nous sommes face à un capitalisme ordinaires est la seule base possible pour une préexistant qui nous dicte comment nous devons agir révolution qui communise. »

selon certaines méthodes. A cela nous répliquons : John Holloway poursuit ici une lecture marxiste "Non, il n'y a pas de capitalisme préexistant, il y a renouvelée du monde tel qu'il ne va pas, et qu'il avait seulement le capitalisme que nous fabriquons entamée dans un précédent ouvrage, Changer le aujourd'hui ou que nous ne fabriquons pas." Or, nous monde sans prendre le pouvoir (2007).

L'abruti du mois

Patrice Sanglier est un homme dévoué.

Syndicaliste, membre et représentant de l'intraitable CFDT, il se met en quatre depuis toujours pour les travailleurs. Ne comptant pas ses heures il se donne à fond pour la cause : il est ainsi Vice Président du Conseil Economique Social et Environnemental de Lorraine. Tâche ingrate s'il en est, qui ne l'a pas empêché pas d'être secrétaire régional de la CFDT Lorraine jusqu'à il y a peu.

D'autres que Patrice se contenteraient de ça. Pas lui : bourreau de travail à n'en pas douter, il charge la mule, et se dévoue, en sus, comme Président du Conseil du Développement Durable du Grand Nancy.

Conseil qui nous informe que notre lauréat de juin est issu de son « collège compétitivité ». C'est-à-dire qu'il a été nommé (élections, piège à cons !) en son sein, pour parler de compétitivité... la nôtre, hein ! Pas la sienne.

Ah ! La compétitivité ! C'est essentiel dans le monde d'aujourd'hui (d'après la CFDT parce que d'après nous...). Et, en tant que salariés, on est rassurés de savoir qu'un syndicaliste de terrain parle de notre compétitivité avec, entre autres, le MEDEF.

On finirait presque par se demander si des charges aussi accablantes laissent le temps d'avoir un travail (ou d'en chercher un)... d'ailleurs nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent le vrai métier de Patrice... il est vrai que nous manquons, pour l'instant, de relais d'information à la CFDT...



AG de la C.R.I.S.E.

(Coordination Révoltée des Invisibles Solidaires Enrag(é)es) au CCAN (69 rue de Mon désert à Nancy) le 26 juin 2012 à 20h.

Cercle de silence à **Nancy**
samedi 30 juin 15H00 place Stanislas.

Sarkozy aux Baumettes le 1 juillet 2012.
 Grande rencontre festive dès 10H.

CNT Interco 54

Apéro-bouffe prix libre et projection-débat au CCAN (69 rue de Mon désert à Nancy) le 24 juin 2012 à 18h.

DEMANDE DE CONTRIBUTIONS POUR UN DOSSIER SUR LE MANAGEMENT

Article, dessin, poème, partition, sculpture, recette de cuisine... à envoyer à redaction@crr54.lautre.net avant le 30 septembre 2012.

Date limite d'envoi des articles pour Résister! #13 : 09/09/2012

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 10/09/2012

Date de parution de Résister! #13 : 15/09/2012

=====

Points de dépôts :

- * **Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy**
- * **Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy**
- * **Bar B'Arts : 29bis, rue Gambetta - Pont à Mousson**
- * **Vêt Ethic : 33 rue St Michel 54000 Nancy**
- * **CCAN : 69, rue de Mon desert - 54000 Nancy**

MOTS CROISES par Victor K.

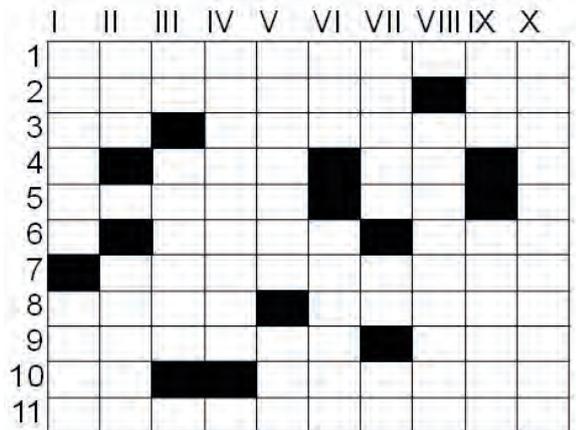
Horizontalement

- 1 Ce que François prétendit et Valérie dédit.
- 2 Blessés . Arrivé.
- 3 Fille de Péresse reconnue par Fioraso . Sang
- 4 Jouait de la flûte, sans toutefois être socialiste . Prems.
- 5 Fit des promesses en vue des élections. Disque.
- 6 Balte. Bof.
- 7 Fera perdre son mordant.
- 8 Approuva le troupeau. Le côté globalement positif du parti.
- 9 Doublai . Dévore.
- 10 Symbole. Poète.
- 11 En général ça passe par le haut pour la capital et par le bas pour le travail.

Verticalement

- I Pas en phase. Demi cuvette.
- II Anarchistes organisés. Aiguise .
- III Organe messin. Fit comme la haine de la bouche des Le Pen.
- IV Ramenât à une norme élastique.
- V Privilège (un vrai celui là). Pour attirer l'attention.
- VI Circulent dans les Carpates. Le bout du tunnel.
- VII Prénom. Mesure à l'est. Corde du haut.
- VIII Comme du café au lait sur des robes*.
- IX Au centre de Rennes. Vieille charrue.
- X Ce qu'un temps, Hollande prétendit faire d'un songe creux.

*Pour les puristes les plus... à cheval... sur les principes: le pluriel n'existe certes pas, mais, maintenant qu'on est socialiste on fait ce qu'on veut.



	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
1	N	E	O	F	A	S	C	I	S	T	E
2	I	M	M	A	T	E	R	I	E	L	S
3	A	M	O	C	H	E	E	N	T		
4	M	E	P	H	I	S	T	O		P	I
5	E		L	E	S		E	N	T	A	M
6	Y	V	A	N		O	N	D	O	Y	A
7		A	T	T	E	N	T	E	R	A	I
8	A	C	E		M	G		E	R	I	E
9	A	H		R	E	L	I	S	E		N
10	R	E	P	E	T	E	R		S	O	T

Solutions #11

Longue vie au camarade Le Déaut



* OGM *AUTOROUTE * NOUÉENNE

女 意 安 女 意 安 女 意 安

女 意 安 女 意 安 女 意 安